

étroite entre les pays donateurs et les organisations locales et internationales. Le Rapport Pearson souligne fortement le besoin de meilleures structures de coordination et il presse le président de la Banque mondiale de convoquer une conférence pour répondre à ce besoin. Le Canada a d'ailleurs ouvert la voie en ce sens en recevant, il y a un an, à la Conférence de Montebello les plus hauts dirigeants des organismes d'aide nationaux et internationaux, initiative qui a été reprise, l'été dernier, à Heidelberg. Il reste encore beaucoup à faire, cependant; pour empêcher que les interventions de tant de pays et d'organismes ne fassent trop souvent double emploi. Mais des signes apparaissent heureusement, de ci de-là, qui indiquent que l'effort de coordination commence à porter fruit. Le projet DERRO-Tétouan, dont j'ai parlé il y a un instant, est lui-même intégré dans un programme plus vaste qui a été mis au point pour assurer le développement des six provinces septentrionales du Maroc en une période de 25 ans -- programme à la réalisation duquel collaborent de façon coordonnée la Banque mondiale, plusieurs organisations des Nations Unies, ainsi que la France, la Belgique et l'Allemagne en plus de notre propre pays.

Outre l'intégration, il importe de considérer, en second lieu, le *développement social*. On reconnaît aujourd'hui un peu partout que si les années 60 ont enregistré des progrès économiques en termes de Produit national brut, elles ont par contre montré trop peu d'intérêt pour la promotion sociale des populations défavorisées. Or, les deux objectifs, -- développement économique et promotion sociale --, doivent être poursuivis ensemble. Certes, un pays qui n'arrive pas à se procurer suffisamment des devises étrangères ni à se constituer un capital national suffisant, risque fort la stagnation économique. Mais ne se garer que de cela, ne se préoccuper que de taux de croissance économique sans s'occuper des incidences sociales, -- la création, par exemple, d'un écart considérable entre les niveaux de vie des différents éléments d'une population d'un même pays --, peut exposer un pays à de graves dangers. Et c'est ce que l'on a vu dans certains pays. Je n'en nommerai aucun, si vous me le permettez. En revanche, je citerai en exemple la Tanzanie qui aurait probablement pu, si elle l'avait voulu, enregistrer des hausses spectaculaires de son taux de croissance économique, mais dont les dirigeants ont préféré s'assurer que le plus grand nombre possible de leurs compatriotes bénéficierait du développement de leur pays.

Il importe donc que l'ACDI, de concert avec les autres organismes de coopération, tienne compte encore davantage de l'incidence sociale directe que ses programmes d'aide peuvent avoir. Nous avons déjà commencé à mettre l'accent sur cet aspect de l'aide et à envisager comment nous pouvons le mieux aider à la promotion sociale des plus défavorisés dans chacun des pays au développement desquels nous sommes invités à coopérer. Ce genre de promotion peut être favorisé de plusieurs façons. Dans les programmes de coopération en éducation, par exemple, l'incidence sociale est évidemment importante, et il en est de même des projets intéressant la santé publique, l'adduction d'eau potable, le développement agricole ou la planification démographique. Des projets d'assistance qui contribuent mieux que d'autres à multiplier les nouveaux emplois, contribueront aussi davantage à résoudre l'un des problèmes sociaux les plus graves que l'on prévoit pour les années 1970, et d'ailleurs, c'est le cas des pays dit développés tout comme celui des pays en voie de développement: le chômage chez les jeunes. Ce juste souci de promotion sociale, on en trouve des exemples réussis dans l'aide technique du Canada aux écoles polyvalentes de la Guyane et dans celle qui est apportée aux écoles secondaires de la Jamaïque. Il en est de même du projet d'adduction d'eau de Markenborg, en